

LE JOURNAL PROVENCE

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.297 - QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - SAMEDI 29 JANVIER 1916

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES

Annouces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 1.75 - Faits divers : 0.50
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 21, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'Agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard, 6 Mois 17 fr. 50
et Basses-Alpes..... 5 fr. 17 fr. 50
Autres départements et l'Algérie..... 6 fr. 17 fr. 50
Étranger (Union postale)..... 9 fr. 17 fr. 50
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

La Censure et la Liberté

A propos du débat sur la censure, M. Charles Maurras écrit : « Une fois de plus la position du Gouvernement a dû s'identifier avec celle de l'Action Française. Cela est remarquable. »

Cela est remarquable, en effet, parce que cela est remarquable. Mais le bref commentaire du journal royaliste suffit à démontrer la justesse des observations que nous présentions il y a deux jours sur ce sujet et qui se sont trouvées en parfait accord avec celles de tous nos confrères républicains, même les plus modérés. A l'unique exception de M. Gustave Hervé, qui naguère s'insurgeait violemment et presque révolutionnairement contre la censure, mais qui trouve l'institution excellente depuis que, personnellement, il n'en souffre plus, tous les journalistes républicains se sont élevés contre la thèse soutenue par le président du Conseil. Il s'est même trouvé un nombre de journalistes conservateurs qui, par esprit de libéralisme, n'ont pas hésité à joindre leurs protestations ou tout au moins leurs réserves à celles formulées par la presse républicaine.

Tous les esprits libéraux comprennent très bien, en effet, combien il est dangereux — pour reprendre l'expression trop significative de M. Briand — de « faire litige » de nos libertés. Il n'est pas de journaliste qui n'ait été et qui ne reste prêt à faire à la cause de la Défense nationale tous les sacrifices nécessaires. Mais tous les sacrifices nécessaires seulement. Or, le président du Conseil, en dépit de toute son éloquence, ne réussira pas à nous persuader que les innombrables abus et les vexations quotidiennes de la censure soient utiles aux intérêts de cette défense nationale. Nous demeurons même persuadés du contraire.

Ouvrons le Temps. C'est un organe d'opinions extrêmement modérées et d'un bon sens réfléchi qui n'a pas coutume de céder aux entraînements. Eh bien, voici ce qu'il écrit en réponse au discours du président du Conseil : « Nous sommes en guerre ; et chacun de nous doit sacrifier un peu de ses idées. La presse n'avait pas attendu pour prouver comme elle comprend ses devoirs. Un modus vivendi avait été établi entre elle et le gouvernement. La presse, quant à elle, sut y demeurer fidèle. Elle s'est prêtée patriotiquement et de bonne grâce à tous les sacrifices exigés par la situation. Loin de tendre à contrarier l'œuvre de sauvegarde dont M. Briand a parlé, elle ne veut que continuer à s'y associer. Elle demande simplement à ne pas être gênée dans l'exercice de sa mission légitime, qui importe non pas seulement à sa dignité, mais à la santé morale du pays. La confiance de la nation — confiance intacte — sera d'autant plus grande et d'autant plus solide que les opinions exprimées apparaîtront libres et raisonnées et non pas imposées. Et puisqu'il y a dans la direction des choses publiques, surtout en temps de guerre, une part d'arbitraire inévitable, nous réclamons que cette part, conformément aux engagements pris et qu'on eut le regret de voir tomber parfois en oubli, soit réduite au strict nécessaire. »

N'est-ce pas la même pensée que nous nous sommes efforcés de traduire au lendemain de la séance de la Chambre ? Une revue des principaux organes de l'opinion permettrait de retrouver la même note partout.

Seuls, les royalistes — et encore ne s'agit-il que des royalistes intransigeants — approuvent la censure telle qu'elle fonctionne et la façon dont le gouvernement s'attache à la défendre. Leur attitude s'explique d'ailleurs parfaitement. Adversaires en principe et en fait de la liberté, ils se réjouissent de voir la République renier cette liberté qui est sa plus essentielle raison d'être. Ils applaudissent avec enthousiasme à ce démenti que le régime semble ainsi se donner à lui-même. Et ils en prennent acte triomphalement pour l'avenir.

Un journal royaliste de la région, approuvant sans réserves le discours du président du Conseil, écrit : « Il y a bien longtemps qu'on n'avait entendu ce langage. On ne l'avait jamais entendu dans la bouche d'un républicain. Même ceux de la Révolution, qui respectaient si peu la liberté, se seraient bien gardés de la traiter avec ce sang-froid dans leurs discours... M. Briand a remis la liberté à sa place, qui est une place secondaire... Et voilà un dogme révolutionnaire par terre... Des trois dogmes de la Révolution : Liberté, Égalité, Fraternité, il n'en reste donc plus un seul de vivant... »

Voilà la conclusion que la presse

royaliste tire des faibles paroles prononcées au nom du gouvernement contre la liberté. Mais la liberté, fort heureusement, est plus forte que les pygmées qui l'assaillent et qui s'efforcent de la faire sombrer. On ne viendra pas à bout d'elle aussi facilement qu'on le pense !

CAMILLE FERDY.

PROPOS DE GUERRE Opium et Cocaine

Nous devons applaudir que, malgré toutes les préoccupations de guerre, le Chambre n'ait pas négligé la question des stupéfiants : opium, cocaïne, etc., qu'une loi répressive va trancher définitivement, du moins espérons-le.

On ne saura jamais le mal que nous font ces drogues. Jadis elles se vendaient sous le plus épaiss des manchettes. Le trafic fréquent était peu nombreux ; en tout cas c'étaient toujours les mêmes : quelques malades qui ayant contracté leur mortelle passion sous les yeux orientaux, se contentaient de l'assouvir dans le secret, sans faire de propagande.

Aujourd'hui c'est bien autre chose. La « coca » et la « touffane » sont à la mode, la « coca » surtout. Je sais de petites dames (de celles qui font se retourner sur le trottoir les messieurs les plus sérieux) qui se consolent des vides faits dans leur cœur par la guerre en puisant à pleins doigts dans une bonbonnière bourrée de cocaïne. Celles-là ne se cachent pas : elles étalent leur vice, elles font même de la publicité et quelle publicité !

« Mon chéri, si tu veux que je t'aime, il faut faire comme moi... Tiens essaie, tu verras comme c'est agréable. »
Ainsi les petites amies de ces demoiselles sont aussi intoxiquées qu'elles-mêmes. Les plus sont des gosses, ils ont seize ou dix-huit ans. On imagine l'avenir qu'ils se préparent...
Les parents qui ne savent rien de tout cela se demandent avec inquiétude quand ils voient rentrer le jeune homme avec sa figure décomposée : « Mais qu'a donc cet enfant ? »

Ce qu'il a, bonnes gens ? Il prend de la « coca » pour faire comme les autres, pour être dans le mouvement, pour faire plaisir à sa petite amie qui aurait vite fait de tendre sa bonbonnière — et son cœur — à un autre si votre fils refusait d'y puiser.

Il ne faut pas dire que ce sont là des imaginations. Il vous suffit d'entrer à de certaines heures dans certains établissements marseillais, certains établissements à la mode (et interdits aux militaires) pour être rapidement édifié.

D'ailleurs au moment où la Chambre décline d'agir, contre les trafiquants, la police spéciale de Marseille en arrêtait quatre, Grecs et Égyptiens qui vendaient de l'opium. On en a pris quatre, combien en restent-il encore ?

Marseille est infestée de ces Levantins, de nationalité impécieuse qui, pendant que nous sommes occupés à nous défendre, provoquent, exploitent chez les faibles de l'arrière les plus admirables passions.

Ces courtes de vice doivent être impitoyablement expulsés de notre sol dès qu'on a mis la main sur eux. C'est le seul moyen de nous guérir. Morte la bête, morte le venin.

ANDRÉ NEGIS

Le Ravitaillement clandestin de l'Allemagne Les Exportations suspectes

M. Henri Labrousse, député de la Gironde, qui a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de résolution invitant le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que nos ennemis ne profitent par les exportations de nos neutres, publie dans le Journal l'article que voici, lequel, assez de survivances de liberté pour que nous puissions poser, nous aussi, la même angoussante question.

« On cherche alors quels seraient les députés qui chargeraient de cette démarche décisive. On donna les noms (qui figurent dans la presse), de Bassermann pour les nationaux libéraux, de Grabbe et de Erzberger pour le centre, de Haase pour les socialistes. »

Puis, au dernier moment, le cœur manqua aux réformistes à une personne qui me rapporta ces faits et me fit allusion remarquer que pendant qu'on négociait les conditions de la démarche, les évènements militaires dans les Balkans changèrent de face. Une vigou-

545^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 28 Janvier.

Le gouvernement fait, à 15 heures le communiqué officiel suivant :
En Artois, au cours de la nuit, nous avons fait jouer un camouflet à l'est de Neuville-Saint-Vaast.

Deux tentatives d'attaques allemandes, à l'ouest de la route d'Arras à Lens, ont été repoussées.

Entre l'Oise et l'Aisne, notre artillerie a fait sauter un dépôt de munitions près de Puisaleine.

Rien à signaler sur le reste du front, en dehors de quelques tirs sur des travailleurs ennemis, à l'ouest du bois Le Prêtre et dans la région du Ban-de-Sapt.

miers mois de 1915 la Suisse a importé de la seule France 24.000 quintaux. La population suisse s'est elle-même soulevée contre ce régime de dépendance.

« Quel remède apporter à ce régime de fait ? Depuis deux mois fonctionnent à Berne une société dite des Trois S : la Société suisse de surveillance économique, qui se charge de faire savoir à la commission des dérogations si les demandes d'importation françaises en Suisse sont vraiment justifiées. Mais le contrôle de cette société ne suffit pas. Il n'est ni digne ni prudent que le gouvernement français abandonne, aux mains des neutres, quels qu'ils soient, le soin de veiller aux grands intérêts nationaux dont il a accepté la charge. »

D'une part, il faut que, dans toutes les ventes consenties par des Français à des neutres acheteurs, soit insérée une clause par laquelle le vendeur se réserve de contrôler la destination, l'emploi, la transformation des produits vendus.

En outre, les commerçants français qui, en vertu des traités de commerce, sont installés en pays neutres, se groupent et se chargent de surveiller sur les besoins réels des demandeurs, éclaireront les décisions de la Commission et recevront directement les marchandises dont l'exportation aura été consentie. Destinataires et enquêteurs se groupent pour un rôle analogue à celui d'un commissaire général d'une exposition à l'étranger. Ils surveilleront les marchands acheteurs, en surveilleront la livraison et le chargement.

Enfin, nos agents consulaires et diplomatiques collaboreront avec ces groupements commerciaux. Ils seront dans leur rôle en fournissant au gouvernement français des renseignements d'espèces, grâce auxquels les autorisations spéciales ne seront délivrées qu'à bon escient, ils aideront aussi à prendre contre les acheteurs de mauvaise foi les sanctions nécessaires.

Nous sommes en guerre, messieurs du gouvernement ! Il est temps que vous empêchiez l'ennemi de continuer à nous ravitailler en armes. Vous avez voulu le pouvoir : vous l'avez !

Sachez vous en servir !

Tentative avortée

Henrik Hudson révèle, dans une correspondance envoyée au Temps, un curieux effort fait au printemps dernier pour établir en Allemagne le gouvernement parlementaire.

Le fait survint en 1915, vers la fin d'avril, raconte-t-il, au moment où les armées russes venaient de s'emparer des cols des Karpathes et menaçaient de descendre dans la plaine hongroise. Ce mouvement offensif avait provoqué une grande émotion à Budapest, à Vienne et à Berlin, et, comme tout échec militaire important, déterminé une oscillation dans les plans de la politique intérieure.

C'est à ce moment que, dans certains milieux berlinois on examina s'il n'y avait pas lieu de faire une démarche auprès du chancelier de l'Empire et de lui demander qu'étant donné les difficultés de la situation et les complications qui pouvaient survenir à bref délai, il convenait peut-être pour assurer la bonne tenue de la résistance d'innover hardiment et d'ordonner de toutes pièces un gouvernement parlementaire responsable d'un côté, et remplacé le Cabinet de fonctionnaires constitutionnellement au pouvoir. Les mandats seraient adressés à M. de Bethmann-Hollweg qui s'Allemagne avait besoin d'un ministre qui représentât véritablement la nation et fut uni à elle par d'indissolubles liens.

Pour qui connaît les bases de la politique allemande, c'était là une initiative tout à fait nouvelle.

On chercha alors quels seraient les députés qui chargeraient de cette démarche décisive. On donna les noms (qui figurent dans la presse), de Bassermann pour les nationaux libéraux, de Grabbe et de Erzberger pour le centre, de Haase pour les socialistes.

Puis, au dernier moment, le cœur manqua aux réformistes à une personne qui me rapporta ces faits et me fit allusion remarquer que pendant qu'on négociait les conditions de la démarche, les évènements militaires dans les Balkans changèrent de face. Une vigou-

Une Œuvre mauvaise

Une ligue qui s'intitule Pro Patria vient d'adresser aux membres du Parlement une lettre commençant ainsi : « Au moment où la France est encore envahie, où elle a besoin de toutes ses forces, la 15^e région, Marseille pour tout dire, fait parler d'elle pour la seconde fois de bien mauvaise façon. »

Sur une virulente diatribe contre les débauchés de notre ville à propos de la campagne concernant le règlement des débits de boissons et les militaires.

Cette lettre-circulaire, qui débute par une allusion aux infâmes calomnies dont notre glorieux XV^e corps a été l'objet dans les premiers temps de la guerre, constitue une manœuvre abjecte contre Marseille et toute la région provençale. Feignant de croire que la campagne dont il est question est une campagne en faveur de l'alcoolisme, ce qui est contraire à la vérité, la ligue dénonce le Midi à l'indignation de la France.

C'est faire une œuvre mauvaise, une œuvre détestable. Et cette œuvre détestable est aussi et surtout une œuvre antipatriotique puisqu'elle tend à semer des germes de suspicion entre Français.

Nous avons à peine besoin de répéter que, en protestant contre l'indignation faite aux militaires de fréquenter les débits entre 11 heures et 14 heures, on ne pêche pas en faveur de l'alcoolisme, puisque, par un règlement antérieur, il a été interdit aux débauchés de servir des boissons alcooliques aux militaires de tous grades. Le prétexte invoqué par la Pro Patria ne tient donc pas debout. Et c'est dire que la manœuvre qui l'invoque apparaît comme d'autant plus misérable à tous les gens de bonne foi.

IL Y A UN AN
Vendredi 29 Janvier

Les Anglais infligent des pertes sérieuses aux Allemands devant Guinchy, près de La Bassée. L'ennemi bombarde Arras et les villages des environs ; Scurie, Roclincourt. De son côté, l'artillerie française affirme sa supériorité à Neuville-Saint-Vaast, Albert, Roye, culture de Solsois, Craonne, Reims, Perthes-lez-Buillon, en Argonne, etc. A Vic-sur-Aisne, plateau de Novion, l'ennemi fait sauter une mine près des tranchées françaises ; vague tentative. En Wœvre, près de Flirey, ouest de Pont-d-Mousson, explosion d'une mine française ; un grand nombre d'Allemands sont ensevelis sous les décombres.

Front oriental : en Galicie, bataille auprès des Karpathes. Au Caucase, retraite des Turcs sur Baskicht (région du Tchork). En Asie Mineure, violents combats à Alascherli. En Perse, recul des Turcs sur Tabriz, avec d'énormes pertes. En Égypte, à l'est du canal de Suez, quelques engagements entre Anglais et Turcs.

En Autriche, démission de M. de Bülnski, ministre des Finances austro-hongrois, et nomination de la Bosnie-Herzégovine. L'Autriche décide l'établissement du monopole des céréales.

En Roumanie, à Varceroara, frontières hongroises, arrestation d'officiers autrichiens porteurs de bombes et d'explosifs.

LA PRÉCAUTION INUTILE

Le Bureau de la Presse communique un mémorandum des États-Unis protestant contre la saisie par les autorités britanniques opérée à bord des vaisseaux neutres en mer ne touchant à aucun port britannique, de marchandises américaines, de sacs postaux renfermant des lettres et des colis postaux, que lesdites autorités ont détenu, fouillées et soumises à la censure, retardant même la livraison destinée à la Hollande.

Le mémorandum cite le cas de vaisseaux neutres amenés de force dans les ports britanniques ou leur courrier a été enlevé, perquisitionné et soumis à la censure, contrairement au droit des gens. Ces faits, qui ont provoqué la perte de lettres précieuses, ainsi que la détention du courrier diplomatique, soulèvent l'opinion publique américaine qui les trouve vexatoires et inquisitoriaux, tout en étant sans avantages militaires pour la Grande-Bretagne.

Sir Edward Grey répond que ce mémorandum du 10 janvier soulève d'importantes questions de principe eu égard aux affaires déterminées par la politique que les gouvernements alliés suivent en commun, après l'avis décliné de concert. En conséquence, le gouvernement britannique est forcé de communiquer avec les Alliés avant de pouvoir faire une réponse au mémorandum. Il consulera d'abord le gouvernement français et espère

— Et surtout, mon chéri, ne va pas au café.

LA GUERRE

Les Russes atteignent les rives du Dniester

L'attitude de la Roumanie envers l'Entente

Paris, 28 Janvier.

On mande d'Italie que M. Pachitch, président du Conseil serbe, a quitté Corfou, se rendant en Italie.

Le prince régent Alexandre s'est embarqué à Durazzo, pour la même destination. Tous deux viendront prochainement à Paris.

Le capitaine Persius écrit dans le Berliner Tageblatt que l'Allemagne ne conserve qu'un faible espoir de voir les pays neutres s'opposer au nouveau blocus anglais qui forcera l'Allemagne à se passer de plusieurs sortes de marchandises, dont elle a besoin.

L'heure présente nous ne pouvons, dit-il, que tout juste de ce qui nous est nécessaire pour vivre.

Le nouveau blocus nous fera donc du mal, mais pas assez dépendant pour nous obliger à nous rendre.

En Grèce on suit avec intérêt les déplacements des Bulgares. En Albanie méridionale, les colonnes bulgares descendent le Bérat pour rejoindre les colonnes descendant du lac d'Okrida ; les Grecs ont envoyé des renforts à Gariza et à Argyrocastro ; la marche des Bulgares inquiète les centres militaires qui considèrent avec méfiance la politique bulgarophile du gouvernement.

Les Autrichiens marcheraient sur Durazzo

Milan, 28 Janvier.

Plusieurs sections de l'armée de von Kowess n'ayant rencontré aucune résistance à Saint-Jean-de-Medua et Alessio, marcheraient vers Durazzo ; les avant-gardes de Kowess étaient signalées, hier, près de Kroia-Kewess. On tâche d'enrôler les volontaires albanais, leur offrant des payes élevées ; quand il ne peut pas enrôler les soldats, il leur offre de l'argent pour l'achat de leurs armes, espérant ainsi désarmer la population et se garantir d'une querelle possible. Mais les armes livrées sont peu nombreuses.

En Grèce on suit avec intérêt les déplacements des Bulgares. En Albanie méridionale, les colonnes bulgares descendent le Bérat pour rejoindre les colonnes descendant du lac d'Okrida ; les Grecs ont envoyé des renforts à Gariza et à Argyrocastro ; la marche des Bulgares inquiète les centres militaires qui considèrent avec méfiance la politique bulgarophile du gouvernement.

Les nouvelles qui annoncent la marche rapide et foudroyante des Autrichiens vers Durazzo, doivent être accueillies avec réserve. Elles sont tout au moins douteuses, quoiqu'un avis contraire puisse avoir été émis.

Le manque de vivres retardera certainement l'avance de l'ennemi.

Tous les journaux expriment l'avis que Vlorë, par les fortifications qui l'entourent, et les troupes qui l'occupent, se trouve en mesure de résister efficacement aux attaques autrichiennes.

Dans les sphères officielles, on ne manifeste aucune appréhension au sujet de Vlorë.

Pour Durazzo, au contraire, il règne une certaine incertitude. On parle aujourd'hui de l'abandon possible de cette position, quoiqu'un avis contraire puisse avoir été émis.

La Reichspost annonce que l'avance des troupes en Albanie subit un moment d'arrêt, nécessaire à l'établissement des moyens pour le ravitaillement des troupes à travers le Monténégro.

Genève, 28 Janvier.

On mande à la Reichspost, de Vienne, du quartier général, que la marche contre l'Albanie ne commencera pas tout de suite. On consolidera d'abord le terrain occupé, on améliorera les voies de communication et de ravitaillement sur le territoire monténégrin.

La marche contre l'Albanie serait rendue très difficile par les grandes crues des rivières albanaises.

Près de la côte, d'immenses régions sont inondées, rendant les communications impossibles.

L'Italie et la situation

Paris, 28 Janvier.

Les nouvelles directes d'Albanie, mandées à peu près aujourd'hui, l'occupation de Saint-Jean-de-Medua et d'Alessio par les Autrichiens n'est pas confirmée, mais elle paraît probable, puisque ces deux ports ne se trouvent pas dans la zone considérée comme zone de résistance albanienne. Les troupes du général Kowess paraissent rencontrer de sérieuses difficultés dans leur marche vers le Sud ; le manque de routes, de chemins de fer et de tous moyens de locomotion rend le problème de l'approvisionnement très ardu, surtout dans un pays où la lutte dégenerera peu à peu en guérilla.

On estime en Italie que des difficultés plus graves pour les Autrichiens commencent dans le rayon de Durazzo défendu par Essad pacha. Cependant, le manque de renseignements précis sur les moyens dont dispose le chef albanais ne permet pas de compléter absolument sur la solidité de sa résistance. L'Albanie se trouve actuellement dans un état d'anarchie tel que toutes les surprises sont possibles. Le centre du pays toutefois paraît calme, et la retraite des troupes serbes et monténégrines continue en bon ordre.

Des Livres pour nos Prisonniers

Nos soldats, tombés entre les mains de l'ennemi, demandent des livres...

Répondre à leur appel, c'est rendre moins douloureux leurs heures de captivité...

Les Pupilles du Département

Le Conseil de famille des Enfants Assistés s'est réuni hier, à la Crèche Départementale...

Diverses affaires de succession sont soumises au Conseil, par M. Bard, notaire du département...

La Commission de surveillance qui fonctionne à côté du Conseil de famille, s'est réunie mardi dernier...

COMMUNICATIONS

Syndicat des ouvriers typographes. — Demain, de 9 heures à 11 heures du matin...

La Famille (Société excursionniste) partira, demain, à 8 heures 15, de la Madrague...

THÉÂTRES, CONCERTS, CINÉMAS

OPÉRA MUNICIPAL. — Ce soir, relâche. Demain, deux grandes représentations. En matinée, à 3 heures 15...

CINÉMA DE SAINT-LOUP. — M. Bernard, directeur du Cinéma de Saint-Loup, offre ce soir et demain matin...

LE THÉÂTRE DE LA RACE. — C'est demain dimanche 30 janvier 1916, à 3 heures précises, que le Théâtre de la Race donnera sa troisième représentation...

COMMUNICATIONS

Syndicat des ouvriers typographes. — Demain, de 9 heures à 11 heures du matin...

Transatlantique, de Mostaganem, avec 1.408 tonnes céréales.

TIR ET PRÉPARATION MILITAIRE

Le Drapeau. — Préparation intégrale au B. A. M. de la classe 1915. Équitation au 6^e Hussards.

ARRIVÉE DE COURRIER. Le Karnak, des Messageries Maritimes, venant d'Alger...

Bulletin Financier

Paris, 28 Janvier. — Les transactions sont en outre restées limitées aujourd'hui, mais un fait est à signaler...

Mouvement des Ports

Le mouvement d'entrées dans les ports de Marseille à 4 heures 20 minutes du soir...

ÉTAT-CIVIL

NAISSANCES du 28 Janvier. — Zanzi Lucie, rue Saint-Mathieu, 7. — Hédia Jean, Enclous Peyssonnel, 5...

ÉTAT-CIVIL

DECES du 28 Janvier. — Ghersi Annetto, 75 ans, place Saint-Michel, 41. — Gavioli Elise, 4 mois 1/2, rue Thiers, 21...

ÉTAT-CIVIL

NAISSANCES du 28 Janvier. — Zanzi Lucie, rue Saint-Mathieu, 7. — Hédia Jean, Enclous Peyssonnel, 5...

ÉTAT-CIVIL

DECES du 28 Janvier. — Ghersi Annetto, 75 ans, place Saint-Michel, 41. — Gavioli Elise, 4 mois 1/2, rue Thiers, 21...

Tribune du Travail

On demande chez Dewachter dame ouvrière, capable de s'occuper d'écritures courantes...

ÉTAT-CIVIL

NAISSANCES du 28 Janvier. — Zanzi Lucie, rue Saint-Mathieu, 7. — Hédia Jean, Enclous Peyssonnel, 5...

ÉTAT-CIVIL

DECES du 28 Janvier. — Ghersi Annetto, 75 ans, place Saint-Michel, 41. — Gavioli Elise, 4 mois 1/2, rue Thiers, 21...

ÉTAT-CIVIL

NAISSANCES du 28 Janvier. — Zanzi Lucie, rue Saint-Mathieu, 7. — Hédia Jean, Enclous Peyssonnel, 5...

FOIRE D'ÉCHANTILLONS DE LYON du 1^{er} au 15 Mars 1916. Ouverte aux vendeurs et acheteurs de France, des pays alliés et neutres. 150 Catégories d'Exposants.

SYPHILIS. QUERISON RAPIDE ET SURE par le SYPHILOR. Herboristerie du Globe, 34, rue d'Aubagne, Marseille.

THE BLEAU PERE. Dépuratif, laxatif par excellence. Efficace contre la grippe, le rhumatisme, les maux de tête...

L'INDICATEUR MARSEILLAIS 1916. En Vente : 9, RUE HAXO. Guide de l'Administration et du Commerce - Annuaire du Département des Bouches-du-Rhône. PRIX DU VOLUME A MARSEILLE : 12 FRANCS. POUR LE DEHORS, PORT EN SUS : 13 FR. 05

Le Mystère de la Maison d'Arteuil. Je posai cette question à voix basse à Lartigue. Il se tourna vers le jeune Allemand et lui demanda : — Vous est-il arrivé de vous absenter le soir depuis que vous êtes employé ici ?

meilleur parti à suivre. Cela, bien entendu, en l'absence de Klein que nous avions prié d'attendre à côté. — Je ne vois guère sous quel prétexte nous pourrions arrêter ce jeune Allemand, déclarai-je à Lartigue. Il ne semble qu'il est absolument innocent de ce qui se passe ici.

— Je regrette de vous avoir dérangé, Klein, dit Lartigue, mais j'avais un ordre de la Sûreté, car de graves soupçons pesaient sur cette maison. Je crois que nous sommes trompés. — Je glissai alors à nouveau dans la main du domestique, et l'attirai un peu à l'écart. — Si j'ai un bon conseil à vous donner, Klein, c'est de ne pas souffler mot de ce qui s'est passé à M. Laurens. Cela ne servirait qu'à le mettre en colère, et il se pourrait bien que vous fussiez le premier à en souffrir.

la lui tendis après avoir inscrit mon numéro de téléphone. — Eh bien, me dit-il, en parcourant la carte, du regard, si quelque chose arrive, je vous téléphonerai, monsieur Duhamelle. J'ai dans l'idée que nous sommes sur le point de faire une découverte sensationnelle. — Je le crois aussi, répondis-je. Je ne lui expliquai pas toutefois pourquoi Jeanne se refusait à dévoiler les crimes de son père et pourquoi il la tenait pour assis dans un esclavage. Ce fut elle-même qui se fit les traces de la malheureuse, et permit de découvrir en même temps l'auteur d'un des crimes les plus mystérieux de Paris.

le jeune Barlow, elle ne le niait même pas. Mais j'avais le pressentiment que son crime devait comporter une excuse. D'ailleurs, tant de choses bizarres étaient advenues pendant ces dernières semaines que je ne pouvais décider, si elle était ou non réellement coupable. Je l'aimais, je l'aimais de toutes mes forces. J'étais transporté d'admiration pour son exquise beauté, pour son charme, son raffinement, pour la lumineuse douceur de ses yeux bleus.

PHOTOGRAPHIE Robert Rogliano. 19, rue Paradis - Marseille. Spécialité d'agrandissements inaltérables, reproductions et travaux industriels. Le Gérant : Victor HEYRIES. Imp.-Sist. du Petit Provençal, rue de la Darse, 75.